

AVSF lance le podcast Cacao !



CACAO, c'est un podcast AVSF qui donne la parole à ceux qui s'engagent pour changer l'agriculture et le monde.

Écoutez dès aujourd'hui notre premier épisode : "Cacao, chocolat et revenus des producteurs" avec Julien Desmedt, agronome chez le chocolatier Valrhona.

<https://bit.ly/cacaoavsf>

CACAO est disponible dès aujourd'hui sur toutes les plateformes d'écoute : Apple Podcast, Spotify et Deezer.

C'est le nombre d'éleveuses et d'éleveurs paysans haïtiens concernés par le programme de reconstitution des cheptels détruits par l'éboulement et le glissement de terrain survenus suite au séisme du 14 août dernier.

(Données issues du diagnostic post-séisme, septembre 2021)



Bulletin d'abonnement et de soutien



Oui, je soutiens les actions d'AVSF et je fais un don :

30€ 60€ 90€ €

Un don de 60€, vous reviendra à 20€ après réduction d'impôt. AVSF vous adressera un reçu fiscal vous permettant de déduire de vos impôts jusqu'à 66% de votre don (dans la limite de 20% de votre revenu imposable). AVSF utilisera les fonds collectés pour ses missions prioritaires.

Si vous n'êtes pas donateur, vous pouvez vous abonner pour 12€ les 4 numéros.

Je souhaite vous aider régulièrement. Merci de m'envoyer votre documentation sur le prélèvement automatique.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part la brochure sur les legs et donations.

Mme Mr Mr & Mme Dr Autre :

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP/ Ville :

Tel. :

Adresse e-mail :

Je souhaite désormais recevoir par voie électronique :

Habbanae Reçu fiscal

H142

Conformément à l'article 39 de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, les informations demandées sont nécessaires au traitement de votre don par nos services. En vous adressant au siège d'AVSF, vous pouvez demander leur rectification ou leur suppression ou vous opposer à ce qu'elles soient échangées.

| Nos convictions | Au cœur de l'action d'AVSF : agir contre l'extrême pauvreté en milieu rural



Une famille bénéficiaire des actions d'AVSF au Sud de Madagascar, devant sa maison. - © AVSF

Sud Cambodge, Sud Madagascar, Grand Sud d'Haïti : trois pays et trois situations différentes, décrites et illustrées par les articles de cet Habbanae, qui traduisent toutes la persistance et les divers visages de la pauvreté dans des territoires ruraux où coopère AVSF.

Sur les près de 2,5 milliards de ruraux que représentent les exploitations paysannes de par le monde, 1,5 milliards sont des actifs économiques, à l'image de ces coopératives paysannes actives sur des marchés nationaux ou du commerce équitable, ou ces éleveurs pasteurs négociant leurs animaux sur les marchés à bestiaux au Sahel.

Et si l'extrême pauvreté n'a cessé de reculer depuis 20 ans, elle repart à la hausse sous le double effet combiné des conséquences de la pandémie de COVID-19 – entre 720 et 811 millions de personnes ont souffert de la faim en 2020 (FAO, 2021), dont les 3/4 sont des paysans – et du changement climatique – de 68 à 135 millions de personnes additionnelles en situation de pauvreté à l'horizon 2030 (Banque mondiale, octobre 2020).

Si AVSF agit pour soutenir des organisations paysannes à faire reconnaître leurs droits politiques, sociaux et économiques, y compris sur les marchés nationaux et internationaux, l'association agit depuis toujours pour sortir des paysans et paysannes du cercle vicieux de la pauvreté et de la précarité.

Face à des situations de malnutrition, l'enjeu est d'appuyer ces familles à augmenter la productivité du travail agricole et à diversifier leur production grâce à l'amélioration des pratiques agricoles et des dispositifs de santé animale afin de diminuer la mortalité dans les élevages et préserver les récoltes de l'impact des ravageurs. Ceci permettrait à ces familles de disposer, *in fine*, d'une disponibilité alimentaire accrue et plus équilibrée afin de renforcer leur résilience face à des périodes de pénuries alimentaires (soudure). Affronter les périodes de soudure requiert de disposer de stocks collectifs d'aliments et d'accès aisé aux familles dans le besoin, sans devoir subir la spéculation de commerçants peu scrupuleux : c'est le cas par exemple de banques de riz, gérées par les communautés villageoises elles-mêmes qui y stockent leurs récoltes. Enfin, dans plusieurs pays, la mise en place de cantines scolaires alimentées par des organisations économiques paysannes assurent une alimentation équilibrée à des enfants de familles en

incapacité d'assurer deux repas par jour, tout en redynamisant des économies locales.

Face à des situations de pauvreté, structurelles ou provoquées par une catastrophe naturelle ou un conflit, AVSF agit pour **recapitaliser le plus rapidement possible les familles**, y compris par des pratiques de subvention : don d'animaux pour redémarrer un élevage, d'intrants agricoles et d'outils pour améliorer la production agricole ou encore soutien à des activités génératrices de revenus comme le maraîchage pour des groupements de femmes. Autant d'activités qui permettent à des personnes de recouvrer une autonomie économique pour les besoins vitaux alimentaires, de santé, logement et éducation. Dans certaines situations, AVSF recourt pour une durée limitée au *cash for work* (paiement contre travail) ; un moyen de réinjecter rapidement des revenus au sein des familles qui ont tout perdu, et de rebâtir des infrastructures collectives (routes, bâtiments agricoles, etc.) ou nettoyer des plantations endommagées.

Enfin, l'association **veille au respect des droits de ces personnes précarisées, en particulier l'accès à des ressources vitales pour vivre décemment** (la terre, l'eau) et à **des services essentiels comme la santé**, souvent chers.

L'objectif est bien de redonner à ces personnes non seulement des moyens de vie pour qu'elles recouvrent une dignité parfois mise à mal dans de telles situations, mais aussi de **les réinsérer dans un tissu socio-économique local où elles soient reconnues comme des personnes actives**. Leur **insertion au sein d'organisations économiques paysannes dynamiques** est ainsi une préoccupation d'AVSF, afin qu'elles bénéficient tant de leurs services que des avancées d'autres paysans du collectif, en termes économique et de reconnaissance politique.

La pauvreté n'est pas une catégorie immuable pour les personnes qui en sont victimes. En sortir implique des choix politiques courageux : AVSF et ses partenaires plaident en ce sens auprès des États concernés, en s'appuyant sur les succès d'actions innovantes au niveau local qui démontrent que « la pauvreté n'est pas une fatalité ». Rappelé par nombre d'organisations internationales et associations engagées comme AVSF, ce slogan est bien réel. Et tant que des hommes et des femmes vivront encore dans de telles conditions, notre coopération, si modeste soit-elle, gardera tout son sens.

étroitement avec nos équipes au Cambodge dans la mise en œuvre de services de santé animale auprès des paysans précaires pour augmenter les performances de leurs élevages et accéder à des revenus décents.

AVSF avait fait un reportage sur son action sur le terrain en 2017 pour les 40 ans d'AVSF, à visionner ici :

<https://bit.ly/cambodge2017>



le journal des donateurs d'avsf
habbanae
N°142 | HIVER 2021
POUR QUE LES FEMMES ET LES HOMMES VIVENT DE LA TERRE DURABLEMENT
WWW.AVSF.ORG

AGIR AUPRÈS DES PLUS VULNÉRABLES



| La parole à | **MICHEL CHANCY** | VÉTÉRINAIRE, ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA PRODUCTION ANIMALE EN HAÏTI
| En action | **MADAGASCAR** | FACE À LA CRISE CLIMATIQUE, RENFORCER LES CAPACITÉS PRODUCTIVES

HAÏTI | SOUTENIR L'INCLUSIVITÉ ET L'INNOVATION CAMBODGE | L'EXTRÊME PAUVRETÉ EST-ELLE INÉLUCTABLE ?
| Nos convictions | **AU CŒUR DE L'ACTION D'AVSF** | AGIR CONTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL



édito par Amélie Bajolet

Chers donateurs et donatrices.

AVSF agit depuis toujours pour soutenir des paysans et paysannes à sortir du cercle vicieux de la pauvreté et la précarité. Aussi, pour ce dernier Habbanae de l'année, nous souhaitons particulièrement aborder certaines des actions que nous entreprenons auprès des familles rurales les plus durement touchées.

Car aujourd'hui, en 2021, plus de 680 millions de personnes continuent de vivre avec moins de 1,90 dollar par jour. Près de la moitié de ces populations vivent dans des pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence, ou sont fortement exposées à des catastrophes naturelles telles que des inondations, en particulier en Afrique subsaharienne et Asie du Sud. Pire encore, la moitié sont des enfants - et les femmes représentent la majorité de ces personnes dans la plupart des régions du monde. Ainsi, deux enfants sur trois ne reçoivent pas les régimes alimentaires diversifiés minimum dont ils ont besoin pour grandir sainement.

Grâce à vous, et ce depuis plus de 40 ans, nous pouvons démontrer que l'on peut changer les choses pour ces personnes, non seulement en leur redonnant des moyens de vie pour recouvrer une dignité, mais aussi en les réinsérant sur leur territoire pour *in fine*, obtenir par eux-mêmes une reconnaissance politique.

Au nom de ceux que vous nous aidez à accompagner, un grand merci.

Accaparement des terres et entreprises françaises

AVSF publie une actualisation du rapport *Les investissements agricoles des entreprises françaises à l'étranger*, initialement paru en 2014. L'auteur, Yves Roger-Machart, agronome et adhérent depuis plus de 15 ans à AVSF, a enquêté et actualisé ce rapport qui permet de dessiner les grandes lignes de ce phénomène.

L'Ordre des Vétérinaire récompense AVSF

En septembre dernier, l'Ordre des Vétérinaires décerne un accessit à AVSF en reconnaissance de son action pour la mise en œuvre opérationnelle du concept One Health (Une seule santé) dans les Pays du Sud. L'approche One Health permet en particulier de relever le défi d'améliorer la santé animale pour les communautés d'éleveurs, mais aussi celle des humains et de l'environnement, grâce à des pratiques d'élevage adaptées et des dispositifs de surveillance épidémiologique. Par cet accessit, l'Ordre reconnaît le travail innovant des équipes d'AVSF et rappelle qu'en soignant les animaux, les vétérinaires contribuent aussi à améliorer la vie des humains.



“Au Nord Niger, lorsqu'un éleveur Peulh perd son troupeau, les autres éleveurs lui offrent chacun une génisse pleine, en échange de sa parole de restituer à chacun, trois ans plus tard, une génisse pleine issue de la même lignée : c'est l'Habbanae ou le prêt de l'amitié.”

AVSF | SERVICE DONATEUR
45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE
94736 NOGENT SUR MARNE CEDEX.
01 43 94 72 36 | DONATEUR@AVSF.ORG

DIRECTRICE DE PUBLICATION | AMÉLIE BAJOLET
RÉDACTRICE EN CHEF | ANNE-SOPHIE SIBILAT
ONT COLLABORÉ | F. APOLLIN, N. CLOISEAU,
M. THÉLIER, M. MACKIEWICZ-HOUNGUE,
G. PARIZET, S. MIN

MAQUETTE | GRAFIK'ALIA
IMPRESSION | SIMAN, ZI DU BRÉZET – 69 017
CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

COMMISSION PARITAIRE | 0923 H 86626 |
ISSN 1148 - 4357 | CCP 6200 M - LYON



REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
f i t



| La parole à ... |

Michel Chancy

Médecin-vétérinaire, fondateur de l'ONG haïtienne Veterimed, ancien Secrétaire d'Etat à la production animale et aujourd'hui responsable du Programme de production animale à la Faculté de Sciences de l'Agriculture et de l'Environnement de l'Université Quisqueya (Haïti)

Dans le contexte actuel haïtien, quelles sont les contraintes majeures qui se posent à des populations rurales en grande précarité ? Et quelles sont les potentiels dont elles disposent ?

Haïti connaît actuellement une crise sans précédent et l'aidé au développement dont elle a bénéficié n'a fait que fragiliser les institutions plutôt que de les renforcer. L'Etat est en train de s'effondrer, il n'y a plus de forces armées ni de police professionnelle, ce qui laisse toute la capitale Port au Prince et sa périphérie aux mains de gangs armés et trafiquants de drogue internationaux. A cela s'ajoutent d'autres désastres comme les séismes et les ouragans qui fragilisent des populations qui tentaient déjà de s'en sortir.

Cependant, l'agriculture et le travail des gens ont toujours constitué la première richesse d'Haïti. L'appareil productif est présent, plusieurs filières sont très dynamiques, l'agriculture est diversifiée et les paysans utilisent des techniques agroécologiques traditionnelles, basées sur leur savoir-faire.

Concurrencée par le libre-échange et les importations, l'agriculture haïtienne ne produit aujourd'hui plus que 50% de ce qui est consommé dans le pays (contre 80% il y a 20 ans, essentiellement des produits de base). Et comme elle est essentiellement portée par des petits paysans, elle ne bénéficie pas d'investissements de capitaux, même étrangers. Les paysans – eux – travaillent

avec très peu d'outillage et prennent tous les risques. Nous faisons donc face à un double problème. D'un côté la productivité agricole est très basse car nous n'avons pas su intégrer des innovations. De l'autre, il y a un problème d'accès aux outils, à l'eau, aux infrastructures de stockage ou aux traitements post-récolte. Pour commencer à résoudre cela, il faudrait qu'elle puisse bénéficier d'investissements de l'Etat ou privé, qui lui permettraient d'être plus compétitive.

"Il faut créer des ponts dans toutes les strates de la société"

Quelles sont les stratégies des familles paysannes haïtiennes pour s'extraire de situations de pauvreté ?

Il y a 20 ans, les marchés ruraux permettaient l'échange de produits et d'exporter vers les villes. Avec l'effondrement des marchés et l'agriculture qui ne rapporte presque rien, on assiste à un exode rural : les familles arrivent ainsi dans des villes où rien ne les attend, s'installent dans les bidonvilles et dépendent des transferts financiers de la diaspora qui sont directement réinvestis dans l'éducation des enfants.

En conséquence, cet exode provoque une grande pénurie de main d'œuvre dans les campagnes où pourtant, des opportunités pourraient être créées. Le soutien à la transformation de produits - comme le lait - permettrait de créer de la valeur ajoutée et d'augmenter les ressources. C'est cela qui a notamment été fait au travers du projet Let Agogo, qui fêtera bientôt ses 20 ans.

Ouragans et séismes ont encore dernièrement touché Haïti... comment faire pour que les plus précaires ne subissent pas une reconstruction qui se ferait sans eux ?

Il faudrait déjà parvenir à une véritable décentralisation, car chaque région à ses disparités. Mais pour arriver à cela, la population locale doit prendre ses responsabilités et mener une lutte politique, notamment à travers des projets collectifs. Ce sont ces projets qui lui permettront de prendre confiance auprès des pouvoirs locaux et de commencer à exiger des réponses à leurs besoins.

Il faudrait aussi trouver d'autres façons de coopérer, peut-être de façon plus autonome du gouvernement : soutenir la logique entrepreneuriale, ouvrir le spectre et faire preuve d'originalité. Car les nouvelles générations ont besoin d'autres choses.

Aussi, en plus d'intervenir directement auprès de la paysannerie, le soutien aux organisations, universités, ONG et groupes professionnels locaux – comme le fait AVSF - me semble indispensable. Il faut effectuer un travail de renforcement des institutions, mais il faut aussi effectuer tout le travail de liaison entre toutes les strates de la société haïtienne. C'est donc un questionnement permanent : il nous faut aujourd'hui réinventer des formes de coopération innovante qui créé tous ces ponts. Car si nous ne les faisons pas, nous n'irons nulle part.



...sur le projet Let Agogo de l'ONG Veterimed

Lire notre article ici : bit.ly/letagogo-avsf

Voir le reportage en deux parties ici : bit.ly/veterimedletagogo

| En action | Des innovations agricoles au service d'agricultures paysannes souvent précarisées

En Haïti, AVSF mise sur l'innovation pour renforcer l'efficacité des exploitations agricoles, les capacités de leadership et l'autonomie financière des populations paysannes les plus précaires.



80% de la production agricole haïtienne repose sur l'agriculture familiale paysanne, laquelle joue un rôle fondamental tant en termes de sécurité alimentaire, que de création d'emplois. Pourtant, les familles paysannes, en particulier les plus précaires, n'arrivent pas toujours à défendre leurs intérêts pour assurer leur sécurité alimentaire et améliorer leurs revenus. Lorsque les familles sont regroupées en organisations, les femmes y sont sous-représentées, particulièrement aux niveaux décisionnels.

Démarré en 2018 pour une durée de 4 ans, le programme d'appui à la gouvernance agricole et inclusive a pour objectif de contribuer au renforcement des capacités des organisations paysannes dans 2 départements du Sud Ouest d'Haïti. Les habitants de ces départements - plus de 120 000 personnes, parfois en situation de grande vulnérabilité - bénéficieraient indirectement du programme, qui contribuera à l'augmentation de la production agricole et à une plus grande sécurité alimentaire.

Des zones enclavées et vulnérables aux aléas climatiques

Les zones d'intervention montagneuses sont difficiles à parcourir en raison de leur isolement et de routes peu praticables. Elles sont régulièrement sujettes aux catastrophes naturelles : cyclones, ouragans, séismes ou sécheresse. Alors que des familles paysannes se relevaient à peine de l'ouragan Matthew de 2016, le séisme du 14 août 2021 suivi de la tempête Grace trois jours après les ont replongées dans la précarité. Au total, ce sont plus de 20 000 maisons qui ont été détruites, des terres, des animaux et des outils perdus mettant ainsi en péril la saison agricole annuelle et leur capacité à se nourrir. De son côté, L'Etat, très fragile, peine à agir. Pour répondre au mieux aux besoins des organisations paysannes, le projet déploie une équipe permanente de quinze personnes, pour renforcer au niveau technique et organisationnel plus de cinquante organisations paysannes et vingt prestataires de service en gestion de parcelles, en production de semences, etc.

Améliorer les savoir-faire traditionnels par l'innovation

L'équipe soutient le développement d'innovations agricoles visant à améliorer la productivité et la disponibilité de produits alimentaires commercialisables. Elle met en relation les organisations paysannes entre elles et avec d'autres acteurs (universités, centres de recherche, secteur public, etc.), pour développer des solutions à des problèmes collectivement identifiés, pour lesquels aucune « solution locale » n'a encore été trouvée.

Une innovation paysanne locale a ainsi été développée pour la production d'igname, aliment de base en Haïti. Les équipes ont constaté que la productivité de certaines variétés pouvait être optimisée grâce à un meilleur tuteurage permettant une exposition solaire accrue. Par ailleurs, des tuteurs étaient achetés à l'extérieur : une dépense qui pèse dans un budget déjà très serré et une source de déforestation accélérée. Les organisations paysannes ont donc été accompagnées dans la mise en place de lots boisés collectifs permettant



de fournir aux paysans-membres des tuteurs vivants, mais aussi de générer des revenus grâce à la revente des surplus récoltés. Ces lots boisés procurent aussi d'autres bénéfices : ils protègent les sols, maintiennent le couvert arboré et servent de brise-vent.

Viser l'inclusivité des jeunes et des femmes

En milieu rural haïtien, la vulnérabilité sociale touche particulièrement les femmes, qui pourtant jouent un rôle primordial dans la production agricole du pays. Le faible accès à l'éducation, à l'information et aux moyens d'amélioration de leurs techniques de production limite la performance de leurs exploitations. Le projet prévoit des ateliers mixtes de sensibilisation sur le genre et la mise en place d'un programme d'alphabétisation dans trente-cinq centres de formation afin d'aider des organisations féminines à réduire les barrières qui excluent et limitent l'accès des groupes les plus vulnérables aux services agricoles. 4 170 femmes et jeunes analphabètes ont ainsi pu se repositionner au sein des organisations paysannes, dont ils sont membres.

Passer les innovations à l'échelle, créer du dialogue

Grâce aux succès déjà rencontrés sur le terrain, les équipes d'AVSF visent, d'ici juillet 2022, à réussir la diffusion d'autres innovations à plus grande échelle, et notamment à destination des familles paysannes les plus précaires. La constitution d'une plateforme d'innovation multi-acteurs, permettra d'inclure les organisations paysannes et d'assurer une représentativité des plus vulnérables et de leurs représentants. L'enjeu : qu'ils puissent être entendus dans leurs besoins fondamentaux et que les acteurs institutionnels, techniques et de la recherche coopèrent et agissent avec eux pour des innovations agricoles ciblées qui leur permettent un avenir meilleur.

| En action | Face à la crise climatique, renforcer les capacités productives

Dans le Sud de Madagascar, les sécheresses consécutives ont poussé les communautés au bord de la famine. Face à cette situation, AVSF met en place un projet d'adaptation des élevages paysans dans les zones de Tsihombe et d'Ambovombe.



Visite du troupeau d'un producteur par le technicien spécialisé en génétique caprine - Janvier 2021 - © AVSF

Le Sud de Madagascar est régulièrement exposé à des épisodes de sécheresses chroniques. Dans cette région difficile d'accès, le « kéré » - ou famine en malgache - guette la population de manière cyclique, tous les deux ou trois ans, en raison de l'absence prolongée de précipitations. Les enfants sont toujours les premières victimes de la malnutrition en ces périodes récurrentes de pénurie alimentaire. Depuis 2020, la région d'Androy est en proie à une famine particulièrement grave, directement liée au changement climatique. Dans cette zone où sont principalement cultivés le maïs et le manioc, l'absence de pluie a laissé les habitants qui vivent en majorité de l'agriculture, sans récolte.

Pour tenter d'assurer la sécurité alimentaire et financière de ces communautés, AVSF met en place depuis mars 2020 un projet sur quatre ans dans les districts d'Ambovombe et de Tsihombe. Il agit sur 2 axes : l'amélioration génétique des élevages caprins pour une meilleure résilience des

élevages ainsi que l'appui technique et le renforcement de capacités des organisations d'éleveurs.

Identifier les groupements d'éleveurs

Outre de subir de front les aléas climatiques, la zone du projet, très enclavée, est particulièrement marquée par l'absence de l'Etat et une difficulté d'accès à certaines ressources naturelles nécessaires à la production agricole (par exemple, l'eau d'irrigation). Insérées localement, les équipes d'AVSF ont tout d'abord sillonné les villages pour identifier et recenser des groupements d'éleveurs susceptibles d'être motivés par le projet.

Dix groupements d'éleveurs, soit environ 225 producteurs, ont ainsi été sélectionnés sur des critères géographiques, de taille, mais aussi de motivation et de capacité à apporter une contribution propre, qu'elle soit financière, matérielle ou foncière. Autant d'éléments importants pour la pérennité du

projet dans un contexte où les populations ont l'habitude de projets d'urgence récurrents (Le Plan Alimentaire Mondial intervient depuis plus de vingt ans dans la région, sans discontinuer).

Innover face au changement climatique

Pour améliorer les revenus des éleveurs, vingt fermes-écoles paysannes sont créées au second semestre 2021 pour servir de terrain de recherche et de démonstration. Quatorze d'entre-elles sont dédiées à l'amélioration génétique des élevages caprins. Elles ont pour but, grâce à une sélection « massale », d'assurer la multiplication de reproducteurs locaux sélectionnés pour leurs excellentes caractéristiques (constitution, rusticité, production laitière, production de viande, etc.) afin d'améliorer la « race » locale de chèvre.

En parallèle, le partenariat engagé avec l'ONG locale CTAS (Centre Technique Agroécologique du Sud) permet la fourniture de semences résistantes à la sécheresse aux bénéficiaires, telles que le sorgho, le mil ou encore des boutures « cladotes » de cactus inermes, qui serviront de nourriture, de fourrage ou de haies. Avec un faible besoin d'eau, le mil et le sorgho ont pu tolérer la sécheresse de l'année 2020 et du début 2021 ; les paysans ont pu commencer les récoltes dès le mois de mai 2021.

Professionaliser les éleveurs

Par ailleurs, neuf groupements d'éleveurs de chèvres et de volailles sont accompagnés pour mieux valoriser leurs productions sur les marchés locaux, dont l'approvisionnement est insuffisant par rapport à la demande, et améliorer ainsi leurs revenus. Des points de vente sont organisés, des contrats avec des partenariats commerciaux négociés et la vente directe est encouragée. Le projet prévoit qu'à terme (fin-février 2024), trois cents reproducteurs améliorés aient été distribués à des éleveurs et éleveuses, et que les vingt fermes-écoles paysannes fonctionnent de manière autonome pour pérenniser ainsi, après la fin du projet, leur fonction de diffusion de patrimoine génétique amélioré. Le projet prévoit aussi de renforcer les organisations de producteurs de volailles et de caprins autour de Tsihombe, pour que ces secteurs gagnent en professionnalisme.

| En action | L'extrême pauvreté est-elle inéluctable ?

AVSF intervient depuis plus de 25 ans au Cambodge pour venir en aide à des familles paysannes « classées » parmi les plus pauvres du pays.



Au Cambodge, la situation de chaque famille paysanne est classée et identifiée selon des critères qui se veulent précis et pragmatiques : état de l'habitat, accès à l'eau, à l'éducation, ou encore terres disponibles au regard du nombre de bouches à nourrir. Des enquêteurs issus du service public ou de coopération interrogent et enregistrent leurs observations qui permettent l'établissement d'un classement final des familles touchées par l'exclusion et la marginalité. Les « *identity poor 1* » (traduire par « *identifiant pauvre de catégorie 1* »), sont ainsi les plus pauvres et la cible privilégiée de nombreux projets.

L'histoire de Mme Tho Ry

Avant 2010, Mme Tho Ry faisait partie de ces *ID poor 1*. Abandonnée par son mari, elle est tombée du jour au lendemain dans une totale précarité, incapable de subvenir à ses besoins et ceux de son jeune fils. Pour s'alimenter et survivre, elle part travailler à l'extérieur et lorsqu'elle rentre le soir, il lui est impossible de s'occuper de la rizière familiale qui lui reste.

En 2010, AVSF met alors en place le projet « Komrong Sahakar » qui vise à renforcer les capacités d'organisations paysannes et d'institutions locales pour un soutien durable aux activités de sécurité alimentaire des familles rurales les plus pauvres.

Lorsque le projet démarre dans son village, Mme Tho Ry reçoit quatre poules et un coq et bénéficie également d'une formation pour initier une activité de production maraîchère. Dans le même temps, un puit de pompage est installé et une latrine construite à côté de sa maison. Grâce aux revenus de ce petit élevage et à la vente de légumes, elle parvient à reconquérir peu à peu son indépendance économique et peut acheter des aliments et produits de

base. Enfin et surtout, insistera-t-elle deux années plus tard, « j'ai pu rescolariser mon enfant ».

Peu à peu, les revenus de la vente de poulets lui permettent de louer la pompe pour irriguer sa rizière. Elle se consacre de nouveau au travail de la terre et gagne totalement son indépendance alimentaire. « Je renais » finira-t-elle par dire.

En 2021, la situation économique de Mme Tho RY continue de s'améliorer : ses activités agricoles et d'élevage lui ont permis de financer la poursuite de la scolarité de son enfant. Elle a aujourd'hui dépassé les « niveaux de pauvreté 1 et 2 », la sortant ainsi « officiellement » des critères de la grande pauvreté.

Reinsérer les plus précaires dans un tissu socio-économique local

Quatre poules et un coq ont ainsi permis à une femme précaire de se reinsérer dans la vie socio-économique. Si depuis 2016, le Cambodge est devenu un pays à revenu intermédiaire, la grande pauvreté -elle- n'a pas encore été éradiquée en milieu rural. Les équipes d'AVSF poursuivent leurs actions en faveur des plus précaires : elles orientent désormais leurs appuis sur l'augmentation de la production animale et agricole en mettant l'accent sur les pratiques agroécologiques, et l'amélioration de la santé animale. Elles soutiennent également la création ou consolidation d'organisations paysannes pour la production et commercialisation de produits de qualité et/ou certifiés (biologique, appellation d'origine ou encore commerce équitable) pour répondre aux demandes des marchés locaux et internationaux. Autant d'activités qui s'adressent aujourd'hui à des familles ou à des femmes sorties de l'extrême pauvreté.



UNE PART DE NOTRE HÉRITAGE COMMUN EST ENTRE LEURS MAINS

FAITES UN LEGS À AVSF

Pour que les femmes et les hommes vivent durablement de leurs terres.

Demandez la brochure d'information sur les legs et donation en toute confidentialité et sans engagement à **Nina Cloiseau** au **01 43 94 72 36** ou par courrier

Service Donateurs
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94 736 Nogent Sur Marne